

**Loi du Pays n° 2008-5 du 18 février 2008 portant diverses mesures fiscales en régime intérieur**

*Paru in extenso au journal officiel n°7 NS du 18/02/2008 à la page 40 dans la partie Lois du pays*

Version en vigueur au 01/01/2008

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,  
L'assemblée de la Polynésie française a adopté,  
Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

**Article LP. 1er**

I. Les opérations suivantes sont exonérées de la taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs, de la taxe pour le développement de la jeunesse et des sports, du droit spécifique spécial de consommation sur la bière, du droit intérieur de consommation et de la taxe sur la production de boissons alcoolisées et de certains produits sucrés, dans la mesure où il est justifié de leur réalité :

1° Les livraisons à l'exportation lorsqu'elles sont réalisées directement par les producteurs ou pour leur compte, par un commissionnaire en douane agréé. L'exportation s'entend de la sortie du territoire douanier de la Polynésie française à destination de pays ou territoires non compris dans ce territoire ;

2° Les livraisons de produits destinés à l'avitaillement des aéronefs civils effectuant des liaisons commerciales internationales ainsi que des navires de croisière, des navires exploités dans le cadre d'une activité de charter, des navires assurant une navigation maritime mixte au sens de l'article 8 de la délibération n° 94-166 AT du 22 décembre 1994 modifiée, des navires de commerce effectuant des liaisons maritimes internationales et des navires du ministère de la défense en partance pour l'étranger ;

3° Les livraisons de produits à emporter dans les bagages personnels des voyageurs qui se rendent hors du territoire de la Polynésie française, effectuées dans les comptoirs de vente à l'exportation ainsi que les mêmes livraisons effectuées à bord des aéronefs civils effectuant des liaisons commerciales internationales et des navires de croisière.

II. Les livraisons de produits destinés à être placés sous le régime de l'entrepôt d'exportation prévu à l'article 354-9 du code des impôts sont effectuées en suspension de la taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs, de la taxe pour le développement de la jeunesse et des sports, du droit spécifique spécial de consommation sur la bière, du droit intérieur de consommation et de la taxe sur la production de boissons alcoolisées et de certains produits sucrés.

Les destinataires de ces livraisons doivent remettre aux fournisseurs une attestation certifiant que les produits sont destinés à être placés sous le régime de l'entrepôt d'exportation.

Les producteurs qui réalisent les livraisons sont tenus d'indiquer sur leurs factures le numéro d'autorisation et le nom du titulaire du régime.

III. Sans préjudice des pénalités applicables, les personnes qui ont reçu des produits en exonération ou en suspension de la taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs, de la taxe pour le développement de la jeunesse et des sports, du droit spécifique spécial de consommation sur la bière, du droit intérieur de consommation et de la taxe sur la production de boissons alcoolisées et de certains produits sucrés, dans les cas prévus au I et au II, sont tenues au paiement de ces taxes lorsque les produits n'ont pas été affectés à la destination ayant justifié la suspension ou l'exonération.

Sans préjudice des pénalités applicables, est également tenue au paiement des taxes mentionnées à l'alinéa précédent, toute personne qui a acquis, utilisé ou consommé des produits en sachant ou devant raisonnablement savoir que cette acquisition, utilisation ou consommation s'effectuait dans des conditions n'ouvrant plus droit à la suspension ou à l'exonération.

Lorsque plusieurs personnes sont redevables des taxes mentionnées au premier alinéa du III, chacune est tenue au paiement pour la totalité de la dette.

IV. Un arrêté pris en conseil des ministres fixe en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article.

**Art. LP. 2**

La présente loi du pays sera annexée au code des douanes et au code des impôts de la Polynésie française.

**Art. LP. 3**

Les dispositions de la présente loi du pays entrent en vigueur dès sa publication au Journal officiel de la Polynésie française et, au plus tôt, le 1er janvier 2008.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 18 février 2008.

Par le Président de la Polynésie française :  
Oscar Manutahi TEMARU.

Le vice-président, ministre des finances,  
du logement, des affaires foncières  
et du développement des archipels,  
Antony GEROS.

Le ministre de l'économie,  
du travail, de l'emploi,  
de la formation professionnelle  
et de la fonction publique,  
Pierre FREBAULT.

Travaux préparatoires :

- Avis n° 20-2007 HCPF du 8 novembre 2007 du haut conseil de la Polynésie française ;
- Arrêté n° 1616 CM du 27 novembre 2007 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- Examen par la commission des finances le 3 décembre 2007 ;
- Rapport n° 120-2007 du 3 décembre 2007 de M. Jean-Michel Carlson, rapporteur du projet de loi du pays ;
- Adoption en date du 28 décembre 2007 ; texte adopté n° 2007-15 LP/APF du 28 décembre 2007 ;
- Publication à titre d'information au JOPF n° 2 NS du 7 janvier 2008.